

# **VD\_GERICHTE PE14.001447 vom 27. Februar 2014**

VD Tribunal cantonal, 2014-02-27, FR

Quelle: [https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/vd\\_gerichte\\_PE14.001447](https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/vd_gerichte_PE14.001447)

FR: VD\_GERICHTE PE14.001447 du 27 février 2014

IT: VD\_GERICHTE PE14.001447 del 27 febbraio 2014

## **Erwägungen**

### **E. 1**

Interjeté dans le délai légal (art. 396 al. 1 CPP [Code de procédure pénale suisse du 5 octobre 2007, RS 312.0]) contre une décision du Tribunal des mesures de contrainte dans un cas prévu par le CPP (art. 222 et 393 al. 1 let. c CPP), par le détenu, qui a qualité pour recourir (art. 222 et 382 al. 1 CPP), et dans les formes prescrites (art. 385 al. 1 CPP), le recours est recevable.

### **E. 2**

Le recourant conteste les motifs de détention retenus par le Tribunal des mesures de contrainte, soit les risques de fuite, de collusion et de réitération. Subsidiairement, il soutient qu'il existerait des mesures de substitution propres à prévenir ces risques.

#### **E. 2.1**

Selon l'art. 221 al. 1 CPP, la détention provisoire ne peut être ordonnée que lorsque le prévenu est fortement soupçonné d'avoir commis un crime ou un délit et qu'il y a sérieusement lieu de craindre (a) qu'il se soustraie à la procédure pénale ou à la sanction prévisible en prenant la fuite, (b) qu'il compromette la recherche de la vérité en exerçant une influence sur des personnes ou en altérant des moyens de preuve ou (c) qu'il compromette sérieusement la sécurité d'autrui par des crimes ou des délits graves après avoir déjà commis des infractions du même genre. Selon l'art. 228 CPP, le prévenu peut en principe présenter en tout temps, par écrit ou oralement par mention au procès-verbal, une demande de mise en liberté au ministère public (al. 1); si celui-ci n'entend pas donner une suite favorable à la demande, il la transmet au tribunal des mesures de contrainte au plus tard dans les trois jours à compter de sa réception, en y joignant une prise de position motivée (al. 2, 2e phrase).

#### **E. 2.2**

Dans la présente procédure de recours, X. \_\_\_\_\_ ne conteste pas l'existence de soupçons suffisants pour justifier la détention provisoire. La cour de céans a déjà examiné cette question dans le cadre d'un arrêt rendu le 12 juin dernier (CREP 12 juin 2014/402). Selon un procédé admissible (cf. TF 1B\_149/2010 du 1er juin 2010; ATF 114 Ia 281), elle peut dès lors se borner à renvoyer aux considérants de celui-ci

- 5 - (CREP 12 juin 2014/402 c. 2.2), qui sont toujours d'actualité. Par surabondance, on relèvera que le rapport final de la police de sûreté du 2 juillet 2014 confirme les indices de culpabilité retenus à l'encontre de X. \_\_\_\_\_.

#### **E. 2.3**

S'agissant du risque de fuite d'abord, le Tribunal fédéral a retenu qu'il devait s'analyser en fonction d'un ensemble de critères tels que le caractère de l'intéressé, sa moralité, ses

ressources, ses liens avec l'Etat qui le poursuit ainsi que ses contacts à l'étranger, qui font apparaître le risque de fuite non seulement possible, mais également probable (TF 1B\_145/2012 du 19 avril 2012, c. 3.1 non publié aux ATF 138 IV 81). La gravité de l'infraction ne peut pas, à elle seule, justifier la prolongation de la détention, même si elle permet souvent de présumer un danger de fuite en raison de l'importance de la peine dont le prévenu est menacé (ibidem). En l'espèce, le recourant, d'origine capverdienne, est ressortissant du Portugal, pays où il est né et a grandi jusqu'à l'âge de 20 ou 21 ans. Son épouse est également originaire du Cap-Vert et dispose elle aussi d'un passeport portugais. Quand bien même le recourant apparaît installé en Suisse, il dispose encore manifestement de certaines attaches dans son pays d'origine et à l'étranger. En effet, interrogé le 25 février 2014 sur sa situation personnelle, il a indiqué avoir contracté une dette pour des travaux de rénovation dans « sa » maison au Portugal, avant de préciser qu'il s'agissait en fait de la maison de son père qui vivrait actuellement en France. Le recourant a également exposé avoir plusieurs demi-frères et demi-sœurs en France ainsi qu'au Cap-Vert. Dès lors, en dépit des attaches du recourant avec la Suisse, on ne saurait exclure la probabilité que celui-ci ne tente de fuir pour rejoindre la maison familiale au Portugal ou pour se rendre en France ou au Cap-Vert, pays dans lequel les époux ont de la famille. Cette probabilité est d'autant plus importante que le recourant s'expose à une condamnation qui pourrait être lourde au vu de la gravité des actes qu'il est soupçonné d'avoir commis. Dans ces conditions, le risque de fuite apparaît bien réel.

- 6 -

#### **E. 2.4**

La détention provisoire étant d'ores et déjà justifiée par le risque de fuite, il n'est pas nécessaire de trancher la question de l'existence des risques de collusion et de réitération également invoqués dans la décision entreprise. En effet, les conditions fixées à l'art. 221 al. 1 let. a à c CPP sont des conditions alternatives et, partant, la réalisation d'une seule cause suffit (TF 1B\_249/2011 du 7 juin 2011 c. 2.4).

#### **E. 2.5**

La détention provisoire doit encore être conforme au principe de proportionnalité (art. 212 al. 3 CPP). En l'espèce, compte tenu de l'infraction faisant l'objet de l'instruction, les quelque cinq mois et demi de détention subis à ce jour par X. \_\_\_\_\_ demeurent proportionnés à la peine concrètement encourue en cas de condamnation (cf. art. 19 ch. 2 LStup).

#### **E. 3.1**

Conformément au principe de la proportionnalité (art. 36 al. 3 Cst. [Constitution fédérale de la Confédération suisse du 18 avril 1999 ; RS 101]), il convient d'examiner les possibilités de mettre en oeuvre d'autres solutions moins dommageables que la détention (règle de la nécessité). Cette exigence est concrétisée par l'art. 237 al. 1 CPP, qui prévoit que le tribunal compétent ordonne une ou plusieurs mesures moins sévères en lieu et place de la détention provisoire ou de la détention pour des motifs de sûreté si ces mesures permettent d'atteindre le même but que la détention. Selon l'art. 237 al. 2 CPP, font notamment partie des mesures de substitution la saisie des documents d'identité (let. b), l'assignation à résidence (let. c) ou l'obligation de se présenter régulièrement à un service administratif (let. d). En l'espèce, le risque de fuite ne peut pas être pallié par le dépôt des pièces d'identité ou par l'assignation à résidence. En effet, conformément à la jurisprudence du Tribunal fédéral, ces mesures ne

peuvent pas empêcher l'intéressé de passer la frontière, au vu du peu de difficulté à quitter la Suisse sans papiers (cf. arrêts TF 1B\_423/2010 du 17

- 7 - janvier 2011 c. 5.2 et TF 1B\_72/2007 du 16 mai 2007 c. 4.4). Quant à une éventuelle obligation de se présenter régulièrement à un poste de police, elle n'est pas non plus de nature à empêcher une personne dans la situation du recourant de s'enfuir à l'étranger, mais permet uniquement de constater la fuite, quelques jours après sa survenance. Par ailleurs, la surveillance électronique ne constitue pas en soi une mesure de substitution mais uniquement un moyen de contrôler l'exécution d'une telle mesure: s'il apparaît d'emblée que cette mesure n'est pas apte à prévenir le risque de fuite, la surveillance électronique ne saurait être mise en oeuvre (cf. arrêt TF 1B\_447/2011 du 21 septembre 2011 c. 3.4). Or, compte tenu des éléments mentionnés ci-dessus pour retenir l'existence d'un risque de fuite, les mesures de substitution précitées n'apparaissent pas suffisantes pour empêcher le recourant de passer la frontière afin d'échapper à son jugement, même si une surveillance électronique était mise en oeuvre. Enfin, on ne voit pas quelle autre mesure de substitution pourrait atteindre le même but que la détention.

#### **E. 4**

En définitive, le recours doit être rejeté sans autre échange d'écritures (art. 390 al. 2 CPP) et l'ordonnance du 21 juillet 2014 confirmée. Les frais de la procédure de recours, constitués en l'espèce de l'émolument d'arrêt, par 770 fr. (art. 20 al. 1 TFIP [Tarif des frais de procédure et indemnités en matière pénale du 28 septembre 2010; RSV 312.03.]), et des frais imputables à la défense d'office (art. 422 al. 1 et 2 let. a CPP), fixés à 540 fr., plus la TVA par 43 fr. 20, soit au total 583 fr. 20, seront mis à la charge du recourant qui succombe (art. 428 al. 1 CPP). Le remboursement à l'Etat de l'indemnité allouée au défenseur d'office du recourant ne sera toutefois exigible que pour autant que la situation économique de ce dernier se soit améliorée (art. 135 al. 4 CPP).

- 8 - Par ces motifs, la Chambre des recours pénale, statuant à huis clos, prononce : I. Le recours est rejeté. II. L'ordonnance du 21 juillet 2014 est confirmée. III. L'indemnité due au défenseur d'office de X. \_\_\_\_\_ est fixée à 583 fr. 20 (cinq cent huitante-trois francs et vingt centimes). IV. Les frais d'arrêt, par 770 fr. (sept cent septante francs), ainsi que l'indemnité due au défenseur d'office de X. \_\_\_\_\_, par 583 fr. 20 (cinq cent huitante-trois francs et vingt centimes), sont mis à la charge du recourant. V. Le remboursement à l'Etat de l'indemnité allouée au chiffre III ci-dessus sera exigible pour autant que la situation économique de X. \_\_\_\_\_ se soit améliorée. VI. Le présent arrêt est exécutoire. Le président : La greffière : Du L'arrêt qui précède, dont la rédaction a été approuvée à huis clos, est notifié, par l'envoi d'une copie complète, à : - M. Raphaël Dessemontet, avocat (pour X. \_\_\_\_\_), - Ministère public central,

- 9 - et communiqué à : - M. le Président du Tribunal des mesures de contrainte, - M. le Procureur cantonal STRADA, par l'envoi de photocopies. Le présent arrêt peut faire l'objet d'un recours en matière pénale devant le Tribunal fédéral au sens des art. 78 ss LTF (loi du 17 juin 2005 sur le Tribunal fédéral – RS 173.110), cas échéant d'un recours constitutionnel subsidiaire au sens des art. 113 ss LTF. Ces recours doivent être déposés devant le Tribunal fédéral dans les trente jours qui suivent la notification de l'expédition complète (art. 100 al. 1 LTF). La greffière :

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.